



Webinaires sur les accords commerciaux préférentiels dans la région de la SADC

Description

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) mène une étude sur l'utilisation des arrangements commerciaux préférentiels et accords commerciaux régionaux (ACR) dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Dans le cadre de cette étude, Cap Business Océan Indien a été contactée par un représentant de la CEA, M. Guillaume Gérout, afin d'organiser des webinaires avec les chambres consulaires des îles de l'Océan Indien. Consultant et expert en politiques commerciales, M. Gérout a ainsi co-animé les échanges.

[metaslider id=1237]

Collecte d'informations

Grâce à l'organisation de ces webinaires par nos Chambres de Commerce et d'Industrie, ainsi que la diffusion du [questionnaire de la CEA](#), l'objectif de cette collaboration était de pouvoir [collecter des informations](#) sur les attentes et les difficultés des entreprises régionales sur l'utilisation de ces accords commerciaux dans la région.

Trois webinaires

Les entreprises importatrices et exportatrices ainsi que d'autres acteurs économiques de la région ont été conviés à participer aux discussions. Lors de ces rencontres virtuelles, ils ont notamment eu l'occasion de partager les difficultés auxquelles ils sont actuellement confrontés. Ce qui permet également à la CEA de mener une étude qui soit au plus proche de la réalité.

Au total, trois webinaires ont été organisés. La Chambre de Commerce et d'Industrie des Comores (UCCIA) a réalisé le premier webinaire, le mercredi 16 septembre 2020. Le deuxième a eu lieu au sein de la Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI) le mardi 22 septembre 2020. Enfin, le CCI Antananarivo a à son tour



Résultats des échanges

Pour chacun des webinaires, les équipes des Chambres de Commerce et d'Industrie, ainsi que M. Guillaume Gérout ont travaillé de concert pour proposer des outils et des sources d'informations sur l'accès aux marchés dans la région de la SADC, adaptés au contexte des territoires concernés.

Les problèmes les plus fréquemment soulevés ont été les questions de connectivité, la rigidité des règles d'origine, les difficultés des entreprises à se confronter aux obstacles techniques au commerce (OTC) et à se conformer aux normes sanitaires et phytosanitaires (SPS). L'inefficacité des infrastructures nationales et le manque d'harmonisation des normes au niveau régional ont également été identifiés comme des défis majeurs auxquels les entreprises import-export doivent faire face. De plus, beaucoup se sont aussi interrogés sur la mesurabilité de l'impact des accords commerciaux sur les échanges.

Conclusion

En conclusion, ces webinaires se sont révélés instructifs tant pour la réalisation de l'étude de la CEA, que pour les entreprises qui y ont participé. En effet, non seulement les attentes et difficultés des opérateurs économiques ont été identifiées, et des solutions ont également pu être suggérées autant par les experts que par les participants.

Nous attendons désormais les résultats de l'étude menée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

date créée
octobre 2020